

45^e CONFÉRENCE SUR LA SÉCURITÉ DE MUNICH

Première vraie rupture de B. Obama d'avec G. Bush

Tout, ou presque, dans le discours de Joe Biden à Munich lors de la conférence sur la sécurité indiquait une vraie rupture avec l'administration précédente.

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

Le vice-président américain a, dès l'entame de son intervention, tenu à souligner que «l'Amérique a besoin du monde, tout comme, je crois, le monde a besoin de l'Amérique».

Finie donc l'arrogance de George Bush par rapport au reste de la planète.

Pour bien faire passer le message, J. Biden s'est engagé à ce que son pays s'écarte du «cavalier seul». En encourageant les alliés des Etats-Unis, notamment les Européens, à apporter leurs «idées» sur le dossier Afghan, le vice-président n'a pas, pour autant, demandé, encore moins exigé, le renforcement du dispositif actuel. Ce qui est un autre signe avant-coureur d'un

changement de cap stratégique. Au monde musulman, J. Biden a dit, clairement, «nous ne croyons pas au choc des civilisations». Concernant l'Iran même langage, même souplesse, «prêt à parler avec l'Iran», a-t-il lâché dans la capitale de la Bavière. Le président français N. Sarkozy s'étant cru, après les propos apaisants de Biden, de surenchérir, «le lancement d'un satellite par l'Iran est une extrême mauvaise nouvelle». Par rapport aux relations avec la Russie, extrêmement tendues du temps de l'administration Bush, le ton était clément et l'appel du pied pour une nouvelle ère direct. Juste après, d'ailleurs, les Russes, fins diplomates, ont exprimé leur satisfaction et leur adhésion



Un autre signe avant-coureur d'un changement de cap stratégique.

à la nouvelle approche obamienne exprimée avec beaucoup de courage par Joe Biden à Munich. Est-ce le commencement de la fin d'une époque pourrie ou la fin du commencement ? L'avenir le dira. Cependant,

Photo : DR

A. M.

RELATIONS SINO-FRANÇAISES

«Encore du travail pour des retrouvailles», estime Raffarin

L'ancien haut responsable français Jean-Pierre Raffarin a affirmé hier à Pékin qu'il restait «encore du travail» pour un apaisement des relations entre la Chine et la France, à l'issue d'un entretien avec le Premier ministre Wen Jiabao.

«On est plutôt dans une situation où tout le monde cherche à sortir de la crise (...) mais naturellement, il y a encore du travail à faire, des précisions et des clarifications à apporter», a-t-il déclaré à la presse, soulignant que M. Wen avait insisté «de manière positive sur l'exigence d'une bonne relation avec la France». Cité par l'agence Chine Nouvelle, Wen Jiabao a indiqué, lors de cette rencontre, espérer que «la Chine et la France puissent travailler ensemble et promouvoir le développement stable et sain des

relations sur la base des principes de respect et de bénéfice mutuels». «Les Chinois attendent de nous des positions rassurantes», a dit M. Raffarin, se déclarant persuadé que le président français Nicolas Sarkozy prendrait «des initiatives avant le 2 avril (date du G20 à Londres) pour rassurer les autorités chinoises sur son attachement au partenariat global stratégique».

«Les diplomates travaillent», a-t-il souligné, refusant de donner des précisions sur les initiatives que la France pourrait prendre pour calmer la situation.

«Sur la souveraineté et la théocratie, deux sujets sur lesquels les Chinois nous interpellent, nous avons une forte proximité», a jugé M. Raffarin, expliquant que la France ne pouvait pas

«encourager le séparatisme du Tibet».

«Peut-on être favorable à la théocratie quand on est Français, c'est-à-dire que le religieux prenne le pouvoir ?» a-t-il aussi lancé. Les relations sino-françaises, qui avaient déjà pris un coup de froid au printemps dernier, lors du passage chaotique de la flamme olympique à Paris, se sont encore tendues à la fin de l'année dernière.

Le président Sarkozy, alors président en exercice de l'Union européenne, avait décidé de rencontrer le 6 décembre le dalaï-lama en Pologne, entraînant l'annulation exceptionnelle par Pékin d'un sommet sino-européen prévu à Lyon le 1^{er} décembre. Wen Jiabao a aussi volontairement évité la France lors de sa récente tournée européenne.

BOSNIE

L'ONU lance un programme d'aide aux procès pour crimes de guerre

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a lancé hier en Bosnie un programme d'aide de un million d'euros pour former des magistrats appelés à juger des crimes de guerre.

Ce projet, qui sera mis en place au cours des trois prochaines années avec le ministère bosniaque de la Justice, consiste à renforcer la capacité des tribunaux locaux à se saisir des dossiers de crimes de

guerre, a déclaré à la presse Christine McNab, une responsable du PNUD en Bosnie. Il s'agira d'une formation spécialisée destinée aux juges et procureurs et d'une aide au développement des associations de soutien aux témoins, selon la même source. Le projet sera financé par les gouvernements espagnol et japonais.

Le gouvernement bosniaque a adopté en décembre 2008 un programme prévoyant d'achever

les procès de crimes de guerre prioritaires au cours des sept prochaines années. Ces procès sont traités essentiellement par la Cour d'Etat bosniaque, qui s'est déjà saisie de septembre 2005 à juin 2008 de 48 dossiers, impliquant au total 84 inculpés dont 27 ont été condamnés et cinq autres acquittés à ce jour.

Les derniers dossiers, moins importants, soit quelque 10 000 au total, devraient être traités au plus

tard dans quinze ans, c'est-à-dire presque 30 ans après la fin de la guerre intercommunautaire de Bosnie (1992-95) qui a fait quelque 100 000 morts.

Les anciens hauts responsables accusés de crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie sont jugés par le Tribunal pénal international (TPI), qui siège à La Haye. Les tribunaux locaux sont autorisés par le TPI à juger les affaires de moindre importance.

IRAN

Tentative d'agression contre Khatami, selon son site Internet

L'ex-président réformateur Mohammad Khatami, candidat à la présidentielle du 12 juin, a été victime d'une tentative d'agression hier à Téhéran, lors du défilé pour le 30^e anniversaire de la révolution, selon le site Internet de sa fondation.

Les agresseurs, munis de bâtons, «voulait attaquer Khatami mais les gens les ont empêchés», affirme le site Baran (Fondation pour la liberté et le développement de l'Iran).

Selon le site, les assaillants, au nombre de

dix, ont lancé des slogans comme «Mort au monafegh» (hypocrite), «Mort à Khatami» ou «Nous ne voulons pas de gouvernement américain».

Baran a ajouté que les gardes du corps de M. Khatami ont dû «l'emmener dans un bâtiment pour le protéger à cause de la présence d'une foule nombreuse». Interrogé par l'AFP, Mohammad Ali Abtahi, un proche de l'ex-président, a confirmé l'incident. «J'ai parlé à des gens présents sur les lieux, en fait les gens ont

lancé des slogans en faveur de Khatami mais un petit groupe de personnes a lancé des slogans hostiles», a-t-il déclaré. Aucune source indépendante n'a confirmé pour le moment cette information. Mohammad Khatami a précédé à son poste, pendant huit ans (1997-2005), l'actuel président ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad. Il a annoncé le 9 février sa candidature au scrutin du 12 juin, alors que son successeur n'a pas encore dit s'il se représenterait

SOUDAN

Début à Doha de pourparlers entre le gouvernement de Khartoum et un groupe rebelle du Darfour

Des représentants du gouvernement du Soudan et du Mouvement pour la justice et l'égalité (JEM), groupe rebelle du Darfour (Ouest), ont entamé hier des pourparlers à Doha (Qatar) en prélude à une conférence de paix sur cette province en proie à un conflit armé meurtrier depuis 2003.

La rencontre est la première du genre depuis des discussions inter-soudanaises tenues en 2007 en Libye et qui n'ont pas abouti. A l'ouverture de la réunion, le représentant du JEM, Jibril Ibrahim, a posé comme condition préalable à un accord de paix la participation de son mouvement au gouvernement central de Khartoum et «le démantèlement des milices pro-gouvernementales» au Darfour. «L'ordre approprié dans nos négociations doit être le suivant: commencer par instaurer des mesures de confiance, lancer une déclaration de bonnes intentions et s'attaquer aux sujets de contentieux», a déclaré le chef rebelle.

Il a cité comme mesures de confiance, «une libération des prisonniers» du JEM et «la garantie d'une distribution sans difficulté de l'aide humanitaire». Il a ajouté que le JEM exigeait de «conserver ses combattants au Darfour pendant une période transitoire avant un accord final qui permettrait de les intégrer dans les forces régulières». Le JEM a annoncé la venue de son chef, Khalil Ibrahim, à Doha pour se joindre aux débats. Le JEM et le Mouvement de libération du Soudan (SLM) sont les deux principaux groupes rebelles activant au Darfour. De son côté, Nafie Ali Nafie, assistant du président soudanais Omar El-Béchir et chef de la délégation du gouvernement, a réaffirmé la «détermination du Soudan de poursuivre la marche vers la paix» au Darfour. Le gouvernement soudanais et le JEM vont travailler sur un document élaboré par les médiateurs auquel M. Nafie a dit souhaiter apporter des «modifications» sans les préciser. Le Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Qatar, cheikh Hamad Ben Jassem Al-Khalifa, a souhaité, à l'ouverture des pourparlers, que d'«autres groupes rebelles du Darfour se joignent aux négociations» de paix. Les pourparlers de Doha, auxquels prennent part le médiateur des Nations Unies et de l'Union africaine (UA) pour le Darfour, Djibril Yipènè Bassole, sont sponsorisés par le Qatar, l'ONU, l'UA et la Ligue arabe. Ils ont été qualifiés de préliminaires et ont pour objectif de préparer une éventuelle conférence de paix sur la région, en conflit armé meurtrier depuis 2003.